

Bertrand Badie : «Nous devons faire face à une violence déterritorialisée»

26 MARS 2016 | PAR [JOSEPH CONFAVREUX](#)

Comment repenser la guerre, le terrorisme, la violence, les relations internationales, la diplomatie, quand les cadres avec lesquels on les appréhende sont périmés et incapables de répondre aux attaques récurrentes qui ensanglantent Paris, Grand-Bassam ou Bruxelles ? C'est le programme ambitieux, mais nécessaire, que propose Bertrand Badie dans son dernier ouvrage, *Nous ne sommes plus seuls au monde*.

Bertrand Badie, professeur des universités à Sciences-Po Paris, est une figure de l'analyse des relations internationales. Dans son dernier ouvrage, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'ordre international* (éditions La Découverte), il montre à quel point les cadres de pensée, et même les mots que l'on emploie (« guerre », « diplomatie », « puissance »...), ne sont plus capables de faire face aux bouleversements de l'ordre du monde et encore moins de dessiner les contours d'une politique étrangère plus juste et efficace.

Que faire face à une violence disséminée, décentralisée, déterritorialisée, qui connecte les champs de bataille syriens aux métropoles européennes ? Peut-on cesser de séparer les questions sécuritaires du creusement des inégalités mondiales et de la décomposition d'États ou de sociétés entières ? Bertrand Badie propose d'autres pistes qu'un « néoconservatisme à la française » dont il dénonce les errements, les échecs et les incohérences. Entretien.

Comment expliquez-vous qu'Oussama Ben Laden, hier, ou Abou Bakr al-Baghdadi aujourd'hui paraissent être, davantage que certains États, des acteurs susceptibles de bouleverser l'ordre du monde ?

Les relations internationales constituaient la chasse gardée des États et signifiaient, depuis le XVII^e siècle au moins, la concurrence qu'exercent les États entre eux, en fonction de leur puissance respective. Chaque terme de cette définition est aujourd'hui obsolète. Ce ne sont plus les États qui mènent le jeu dans les relations internationales. La « puissance » a perdu de son efficacité et ce n'est plus la concurrence entre États qui conditionne la vie internationale, mais davantage la décomposition de certains d'entre eux. Dans cette configuration, ceux qui ramassent la mise sont les entrepreneurs de politiques de violence, capables de se greffer sur des situations de décomposition interne, de crise sociale, économique ou politique, en captant les violences sociales qui se produisent dans des espaces où l'on n'espère plus rien des États et de leur capacité médiatrice. Les États se retrouvent dès lors dans une posture davantage réactive que proactive.

Vous écrivez que le 11 septembre 2001 constitue sans doute moins une date charnière dont a découlé un nouveau monde que le symptôme le plus spectaculaire d'une forme inédite de violence. De quelle nature est cette violence qui se manifeste dans un terrorisme globalisé, de la Côte d'Ivoire à la Belgique ?

Les États ont, pendant longtemps, organisé le jeu international à travers les guerres. Aujourd'hui, certes, ils n'ont pas disparu de la scène, mais la violence internationale provient davantage des sociétés, ou plutôt des lambeaux de sociétés décomposées ou mal intégrées. C'est donc une violence davantage disséminée, décentralisée, et surtout déterritorialisée, à laquelle nous devons faire face. Elle réunit des espaces éloignés, mais non déconnectés les uns des autres. L'Île-de-France ou Bruxelles se trouvent annexées à une zone conflictuelle située au nord de la Mésopotamie, à travers des connexions non euclidiennes réunissant des espaces de confrontation qui s'incarnent dans des lieux différents.

Quel est le fondement de cette logique de rhizome ? Il repose sur un phénomène très important, et pourtant souvent occulté : la mondialisation des imaginaires à travers les technologies médiatiques. Plus personne n'est rivé à un cadre local ou national, et chacun a de plus en plus tendance à se définir par rapport à un cadre global devenu entièrement visible, y compris parmi les marginaux, les exclus, les miséreux ou les démunis.

Un échec social ressenti dans la banlieue bruxelloise va ainsi pousser celui qui en est, ou s'en juge, victime, à s'identifier à une situation conflictuelle qui peut être lointaine mais fortement symbolique, et à réagir en termes proches, sur la domination, l'exclusion de l'autre, la violence... Entre le sunnite d'Irak, l'opposant à la dictature syrienne et celui qui se sent marginalisé dans une métropole européenne, un lien peut ainsi se constituer et se nourrir mutuellement, grâce à l'essor des médias et réseaux sociaux.

Cela fait voler en éclats la territorialité, qui était pourtant la bible des relations internationales. La notion même de sécurité fondée sur la souveraineté et l'intégrité territoriale s'en trouve battue en brèche. Pourtant, les États et les gouvernements continuent à penser à travers ces cadres périmés. Après les attentats du 13-Novembre, le premier réflexe de la France a été d'intensifier les bombardements sur le nord de l'Irak et de la Syrie. Or si beaucoup de terroristes passent par la Syrie, les porteurs de violence se trouvent pourtant au sein même des sociétés européennes, se contentant de s'alimenter à ce qui se passe au Moyen-Orient. Il n'est pas certain qu'ils aient toujours besoin de base en Syrie ou en Libye pour faire des dégâts en Europe, comme les attentats en Belgique viennent encore de le rappeler.

La nature même de la guerre est-elle en train de changer ?

La conception classique de la guerre ne résiste plus à l'analyse, et il faudrait trouver un autre nom pour désigner cette nouvelle conflictualité qui ne se résoudra pas en ayant recours à une nouvelle bataille de la Marne. Même l'outil militaire n'est plus adapté à la violence à laquelle nous devons faire face. En réalité, la guerre n'est plus le résultat d'une compétition de puissances mais procède tout entière, au contraire, de faiblesses, de décompositions et de malformations : autant de phénomènes qu'on ne peut pas espérer contenir et neutraliser par les moyens propres à la guerre d'autrefois.

Comment le Moyen-Orient est-il devenu le cœur de cette nouvelle conflictualité ?

Le Moyen-Orient est aujourd'hui le cratère du monde, le cœur de la conflictualité, mais ses rhizomes sont déjà très actifs et organisés, notamment sur le continent africain : Moyen-Orient et Afrique constituent solidairement le cœur de la nouvelle carte des conflits structurant l'espace mondial. Pour comprendre cette donne nouvelle, les vieilles relations internationales ne sont guère utiles et ont même tendance à nous égarer. Tournons-nous donc vers les vrais facteurs de conflictualité que sont désormais la décomposition des États, celle des nations et celle des sociétés.

Les États qui se sont décomposés l'ont été parce que leurs fondations, effectuées à partir d'une importation naïve du modèle occidental, étaient fragiles et que leurs pulsions autoritaires les ont éloignés de leurs sociétés. Les nations ont connu des faiblesses similaires, car elles ont été constituées le plus souvent à travers l'arbitraire de découpages décidés par les anciennes puissances, au mépris des histoires.

Mais surtout, la situation actuelle n'est pas seulement liée à des questions frontalières et historiques. Il existe une corrélation majeure entre les espaces créateurs de conflictualité et les espaces de sous-développement économique et social. Les États situés en queue de classement de l'IDH (Indice de développement humain) sont la Sierra Leone, la Somalie, la République centrafricaine... Et les deux États asiatiques qui ferment la marche de ce classement pour leur continent sont, comme par hasard, le Yémen et l'Afghanistan.

Cet élément est fondamental et n'a pourtant pas suscité l'attention de la pensée sécuritaire. Dans un système international unifié par la mondialisation et les

échanges médiatiques ou économiques, il est absolument impossible de supporter le poids écrasant d'inégalités socio-économiques mondiales aussi amples. On a connu une situation similaire à l'intérieur des nations européennes, à la fin du XIX^e siècle, lorsque les « classes laborieuses » étaient considérées comme des « classes dangereuses », tellement les inégalités étaient fortes : les premières mesures sociales ont été mises en place précisément pour intégrer ces classes laborieuses au sein des nations et réduire ainsi les dangers de violence et de révolution.

Aujourd'hui, la même problématique se retrouve à l'échelle du monde, réellement incapable de supporter le poids d'une inégalité aussi forte, d'autant plus que cette inégalité est devenue visible. Autrefois, le miséreux mourait dans l'ignorance de l'idée même qu'on pouvait être riche et puissant. Désormais, il en fait le constat tous les jours, que ce soit dans la rue, du fait de l'urbanisation, ou à travers les médias. Cette prise de conscience des miséreux se traduit par une incroyable tension, qui fait des bidonvilles du Caire, de Lagos ou de Karachi, voire des banlieues occidentales, des espaces idéaux de recrutement pour les entrepreneurs de violence.

Pourtant, tous les terroristes, depuis ceux du 11 septembre 2001 jusqu'à ceux qui ont attaqué récemment la France ou la Belgique, n'appartiennent pas aux classes défavorisées, loin de là ?

C'est un argument qu'on m'oppose souvent mais qui, pour moi, confond l'entrepreneur de violence avec sa clientèle. Bien sûr, l'entrepreneur de violence n'est pas un miséreux, voire appartient aux classes riches et dominantes, à l'instar d'un Ben Laden. Mais il exploite cette misère, idéologiquement et logistiquement. Al-Qaïda et Daech s'adressent à une clientèle qui n'a pas de mal à identifier les cibles visées comme responsables de leur situation : anciens pouvoirs coloniaux, riches alors qu'ils sont pauvres, soutiens des dictatures qui les oppriment... Pour reprendre la comparaison avec les classes laborieuses au XIX^e siècle, n'oubliez pas que beaucoup des premiers mouvements ouvriers ont été dirigés par des bourgeois.

Comment le Moyen-Orient est-il devenu un tel volcan, contrairement, par exemple, à la Chine, qui a pourtant aussi connu des humiliations coloniales et des pouvoirs autoritaires ?

La malédiction qui s'est abattue sur le Moyen-Orient a été de n'avoir jamais été un acteur à part entière du processus de mondialisation et du jeu international dont il n'a été que l'instrument, parce qu'il était d'abord regardé comme un

champ pétrolifère, qu'il était l'otage du conflit israélo-palestinien et qu'il se trouvait en première ligne des flux migratoires vers l'Europe. La Chine, qui est aujourd'hui un acteur majeur de ce processus, peut, plus facilement, oublier ou surmonter les humiliations anciennes.

Au contraire, le Moyen-Orient n'a jamais pu se défaire de celles qui l'accompagnent depuis qu'il a été placé sous le joug de l'Empire ottoman. On ne trouve nulle part ailleurs une telle privation, aussi longue, du droit à participer au jeu international, et cela ne peut susciter que la rancœur des populations, masses ou élites intermédiaires, même si certains régimes de la région savent s'accommoder de cette situation à leur propre profit.

Quelle distinction faites-vous entre des formes « d'occidentalophobie » contemporaine et les formes d'anti-impérialisme et d'anticolonialisme plus classiques ?

Notre monde a manqué ce grand moment qu'aurait pu être la décolonisation. Après 1945, il n'a pas su relever les trois défis qu'ont été la décolonisation, la mondialisation et la fin de la bipolarité. La décolonisation s'est traduite par l'importation de formes étatiques inadaptées et en manque de légitimité. Cette crise politique ayant suivi la décolonisation a provoqué une double réaction. Chez les gouvernants, une forme de clientélisme renouvelée vis-à-vis des puissances coloniales d'hier. Chez les gouvernés, une aigreur à l'égard du monde occidental qui n'a pas cessé de dominer leur monde en dépit d'une décolonisation formelle, tout en soutenant des régimes honnis.

Cette frustration a d'abord pris la forme d'un anti-américanisme très fort en Amérique latine et au Moyen-Orient, qui s'est progressivement étendu à l'Occident tout entier, avec l'usage, et parfois l'instrumentalisation, du référentiel religieux par les entrepreneurs de violence. Mais en même temps, l'Europe occidentale, au lieu d'être la médiatrice entre les États-Unis et ce monde sud-méditerranéen, a de plus en plus relayé le néoconservatisme américain et s'y est même substituée après l'élection d'Obama, en 2008, dès que celui-ci a remis en cause les capacités, jugées alors illimitées, du *leadership* américain. La France avec la Grande-Bretagne en Libye, puis la France, seule, au Mali et un peu partout en Afrique, ont pris le relais de ce néoconservatisme interventionniste.

Comment est né ce « *néoconservatisme à la française* », et est-il similaire au néoconservatisme américain ?

C'est un néoconservatisme *soft*, en cela différent de celui porté par George W. Bush. Il est né d'un paradoxe étrange, qui se révèle en 2003. Le président français était très hostile à l'intervention américaine en Irak et le discours de Villepin devant l'ONU, le 15 février 2003, marquait une rupture avec Washington. S'opère pourtant, dès juin 2003, à l'occasion du G8 d'Évian, un spectaculaire rapprochement entre Chirac et Bush, débouchant notamment sur la corédaction franco-américaine de la résolution 1 559 sur le Liban et la Syrie, puis la visite d'Ariel Sharon à Paris en juillet 2005, et l'évolution sensible de la politique française vis-à-vis du conflit israélo-palestinien.

Du temps de Chirac, ce rapprochement demeurait pragmatique, et visait à corriger un anti-américanisme jugé trop dangereux pour les intérêts économiques et politiques français. Sous Sarkozy, ces initiatives pragmatiques ont été complétées par un discours possédant une consonance doctrinale très proche du néoconservatisme américain, avec l'idée d'une « famille occidentale » unie autour de valeurs supérieures et le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009. On retrouve ainsi chez Sarkozy le noyau dur du néoconservatisme, avec l'idée d'une hiérarchisation des cultures qui donne le droit à l'Occident de redresser les torts à l'extérieur de ses frontières en menant une politique transformiste de l'espace mondial et en mobilisant à cette fin certains instruments de la puissance militaire.

Cette négation d'un monde constitué de différentes histoires, fondée sur une vision supérieure de la culture occidentale, est commune à tous les néoconservatismes. Ce néoconservatisme français reste néanmoins *soft* car il ne s'appuyait pas sur des moyens et surtout un messianisme aussi affirmés qu'aux États-Unis. En France, celui-ci n'existe qu'à travers le pâle écho d'un républicanisme intégriste qui rappelle celui de Jules Ferry, convaincu de la mission civilisatrice de la France. Il combine une référence sévère à la laïcité avec la certitude que la raison née des Lumières a acquis une universalité telle qu'elle a le droit de s'appliquer de manière uniforme partout dans le monde.

Le plus étonnant est que cet intégrisme républicain et ce néoconservatisme *soft* trouvent leur écho aussi bien à gauche qu'à droite. Il a été promu par le libéral Sarkozy et est désormais appliqué par le social-démocrate Hollande. Il vient éteindre le débat public car rares sont ceux, dans les forces politiques agissantes, qui plaident pour une vision plus critique, à l'exception d'un gaullisme marginalisé et des franges de la gauche, comme on l'a vu lors de débats très pauvres qui ont pu animer le Parlement français sur la politique internationale.

Pourquoi écrivez-vous alors que ce néoconservatisme à la française demeure fragile, s'il est partagé par presque tout l'échiquier politique ?

Il est fragile parce qu'il est incohérent, n'obtient pas de résultats, et que cette vision transformiste des relations internationales conduit à des effets pervers, que ce soit en Libye ou en Afghanistan. Sa faiblesse est donc d'abord celle d'un projet qui n'a jamais démontré son efficacité. Mais, en outre, la France n'a pas les moyens de ses ambitions, ni matériels, ni économiques, ni même militaires, puisqu'elle a toujours besoin de l'aide américaine. Il s'agit donc d'une posture plus que d'une vraie politique.

Le souci est que ces deux contradictions qui brûlent les yeux ne sont pas mises en débat, ni au Parlement, ni dans les campagnes électorales, ni ailleurs, ce qui augure mal de la réinvention d'une politique étrangère qui prendrait la mesure de ce que signifie ne plus être seuls au monde.

Comment sortir de ce que vous nommez le « *cercle vicieux* » de la réponse au terrorisme et « *abaisser le seuil de violence* » ? Cela passe-t-il d'abord par « *en finir avec la hiérarchie occulte des civilisations* », pour reprendre vos termes ?

À la base de toute cette violence se trouve le drame social mondial engendré par la mondialisation : il est social, et doit donc être traité par le social et non par le canon. C'est inévitable, mais c'est un traitement de longue durée. On ne peut pas espérer du « traitement social » de la conflictualité contemporaine des résultats immédiats. Nous nous trouvons dans une situation où, même si cette thérapie commençait aujourd'hui, il faudrait une génération pour en voir les effets. Ce traitement de fond doit donc être accompagné de vigilance et de précautions immédiates, pour protéger les populations.

Malheureusement, l'idée qu'il s'agit d'une thérapie de long terme incite les dirigeants à ne jamais la commencer et à se concentrer sur la communication dans l'urgence. Cette utilisation de l'argument de l'urgence pour ne pas véritablement ouvrir les dossiers des inégalités sociales et économiques mondiales, le défaut de politique dans les pays du Sud ou le défaut d'intégration dans les pays du Nord conduisent à une aggravation sans cesse plus manifeste de la situation et des dangers.

Quels seraient les sentiers à emprunter pour une politique étrangère plus juste et efficace ? Et comment une France marquée par l'universalisme républicain peut-elle accueillir les exigences d'altérité émergeant de l'autre partie du monde ?

Il existe deux repères essentiels à mettre au centre des politiques étrangères. Le premier est l'intégration sociale internationale, à savoir qu'il ne peut pas s'établir de relations pacifiques sans un minimum de lien social à l'intérieur des sociétés souffrantes et de volonté de rattacher celles-ci au monde. Nous sommes dans une situation de conflictualité et de violence incessantes.

Il faut parvenir à faire, au niveau mondial, ce que l'on a fait à la fin du XIX^e siècle pour renforcer l'intégration sociale de nos nations, lorsque la bourgeoisie a compris qu'elle était menacée par l'acuité des inégalités ambiantes. C'est un traitement de première nécessité. Comment peut fonctionner un monde qui intègre comme postulat banal que, chaque année, six millions de gens meurent de faim ? Les dernières orientations politiques mondiales favorisent pourtant l'accaparement de terres par les multinationales, marginalisent l'agriculture de proximité, soumettent les denrées de première nécessité à une concurrence accrue...

Le second repère est celui de l'altérité. Nous devons admettre que nous avons changé de monde et que celui-ci est unifié sur une scène où nous, les Occidentaux, ne sommes ni seuls, ni dominants. Il est nécessaire de penser une mondialisation effective, qui ne peut se construire exclusivement à travers des normes, des valeurs, des intérêts ou des représentations occidentales du monde. Cette grammaire-là, qu'on la juge bonne ou mauvaise, ne fonctionne plus. Tant que nous n'aurons pas pris conscience de cela, nous devons affronter une violence sans cesse plus forte et destructrice.

La prise en compte de cette altérité passe d'abord par une reconnaissance de celle-ci, avec une part rhétorique et symbolique, qui suppose un travail d'énonciation tel qu'il avait commencé à être élaboré par Barack Obama lors de son discours du Caire, en juin 2009. Il faut ensuite se mettre au diapason de cette rhétorique, en modifiant les règles de la gouvernance mondiale et en cessant de penser qu'un G8, dont on a même exclu la Russie, peut prétendre régler les problèmes des 186 autres États du monde. La troisième étape consisterait à incarner cette restauration d'une autre diplomatie à travers un multilatéralisme réel.

Comment inclure, ainsi que vous le préconisez, les sociétés dans une politique étrangère qui est traditionnellement le domaine réservé des États ? Barack Obama vient de se rendre à Cuba, un rapprochement qui a été permis par l'action du pape François. Et on pourrait aussi évoquer la manière dont le Henry Dunant Center for Humanitarian Dialogue a joué un rôle pour parvenir à la paix entre les rebelles sécessionnistes du nord de Sumatra et l'État indonésien. Ou encore le rôle de la communauté sant'Egidio dans le règlement de la guerre civile au Mozambique. Une nouvelle diplomatie passe-t-elle par des acteurs non étatiques ?

C'est un élément fondamental du défi qui s'ouvre à nous. Nous nous trouvons dans un monde de plus en plus inter-social et de moins en moins international. C'est la tectonique des sociétés qui forge désormais l'agenda international. Comment alors en tenir compte ? D'abord en remettant les enjeux sociaux au centre de questions internationales jusque-là dominées par les arguties géopolitiques. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire ou environnementale constitue un enjeu plus important que la bombinette coréenne ou même iranienne. Ensuite, en incluant des acteurs non étatiques sans lesquels on ne peut avoir d'accès fin aux enjeux sociaux déterminants.

Mais le droit international, comme les institutions du même nom, sont fondées sur les prérogatives des États. Kofi Annan avait eu l'intuition qu'il fallait aller plus loin, avec son idée d'un multilatéralisme « ouvert » ou « social ». Les États, hélas, s'y opposent, de peur de perdre leurs privilèges et leur souveraineté. Mais ils ne pourront s'y opposer longtemps, car cet entêtement passéiste est coûteux, comme on le voit en Europe à travers la crise migratoire. On doit déjà, dans ce cas, faire appel aux associations, aux églises, aux sociétés civiles, aux formes nouvelles de démocratie coopérative, pour résoudre un problème dont la nature échappe aux compétences des États.

Que ce soit avec les réfugiés en ce moment ou avec la Grèce, cet été, l'Union européenne n'a pas su passer de « l'association » à la « solidarité », même si les pays européens se serrent les coudes après les attaques de Bruxelles. Une Europe solidaire vous paraît-elle encore envisageable ?

On sait que l'utilité guide en dernière instance les choix politiques des dirigeants. La solidarité heurte l'égoïsme, mais on sait l'adopter dès lors qu'elle permet de garder la maîtrise du jeu plutôt que d'accumuler les désastres et les coûts exorbitants. Quand on a débuté une politique de solidarité à l'intérieur des nations, avec les premières politiques sociales mises en place par Bismarck, ce n'était pas par philanthropie mais pour échapper au danger révolutionnaire.

Aujourd'hui, les dangers prennent des formes différentes, mais sont de même nature. Si l'Europe prend conscience, de gré ou de force, qu'une solidarité coûteuse serait meilleure qu'une association qui ne fonctionne plus, on peut imaginer qu'elle en viendra à se convertir et à se bonifier. Sinon, on assistera à une décomposition qui est, à maints égards, déjà à l'œuvre, à l'initiative de partis nationalistes et xénophobes.